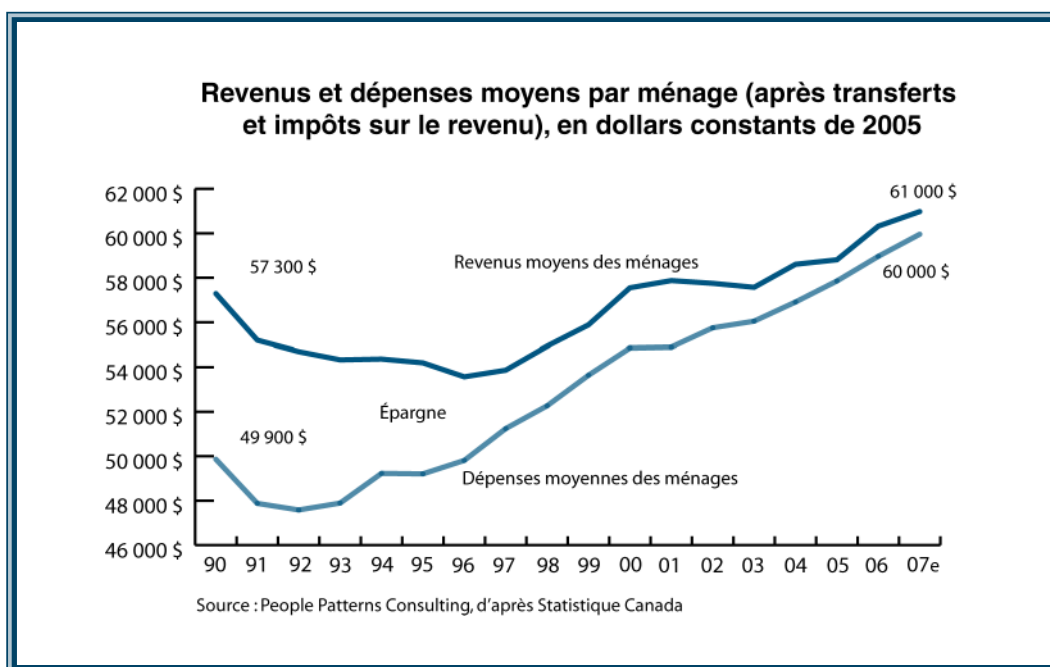


Une épargne bien modique



Le revenu total moyen des ménages canadiens a augmenté au cours des quatre dernières années. Parmi les facteurs explicatifs se trouvent des salaires à la hausse, une réduction des taxes à la consommation et des impôts sur le revenu, et davantage de ménages à deux revenus. On aurait pu prévoir une augmentation concomitante de l'épargne des ménages, mais cela ne s'est pas produit.

En fait, les dépenses ont augmenté au même rythme—ou plus rapidement encore—que les revenus. Aussitôt gagnés, les revenus sont dépensés, et conséquemment les Canadiens n'engrangent que peu d'économies.

En 2007, l'épargne moyenne par ménage (la différence entre la moyenne des revenus et la moyenne des dépenses) ne dépassait pas 1 000 \$. Les économies annuelles par ménage s'élevaient au double en 2002, et à 7 500 \$ en 1990 (L'état actuel du budget de la famille canadienne—Rapport 2007).

Il n'est pas étonnant que cette tendance en matière des dépenses des ménages s'accompagne d'une augmentation du seuil de leurs dettes. L'endettement des ménages a maintenant atteint un chiffre record de 131 % des revenus après transferts et impôts. Certes, de nombreux ménages ont engagé leur argent dans des biens immobiliers et des hypothèques, et il est vrai que la hausse des prix des propriétés a augmenté la valeur globale des actifs des ménages. Mais ces données soulèvent une question importante touchant les amortisseurs de chocs. Oui, oui, les amortisseurs de chocs.

Les dispositifs qui absorbent les chocs peuvent servir de métaphore pour parler d'épargne. Dans une suspension automobile bien entretenue, les ressorts des amortisseurs assurent du jeu et ont pour fonction de coussiner les inévitables irrégularités de la route. Sans eux, on est secoué à chaque nid de poule, ce qui risque d'entraîner des dommages considérables à nos possessions, à notre santé, à notre sécurité. Comme l'épargne au Canada est en chute libre, pour bien des familles la capacité d'absorber les chocs financiers se détériore au point où les aléas de la vie courante—maladie, perte d'un emploi, hausse du coût de la vie—sont susceptibles d'entraîner la catastrophe.